

Cette nouvelle voix franco-torontoise...

Fernan Carrière

Number 32, Fall 1984

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/43332ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Carrière, F. (1984). Cette nouvelle voix franco-torontoise.... *Liaison*, (32), 51–53.

Les coureurs volants de la francophonie

par
François Paré

On sait depuis belle lurette que ce sont les politiciens et la politique qui font vivre les compagnies aériennes. J'entendais, l'autre jour, dans les coulisses de la salle d'attente 79 (« la porte du Nord ») à l'aéroport de Toronto, quelqu'un dire à son collègue aux favoris superbes et à la serviette cirée : « Who else but a politician would go to North Bay? ». J'ai failli répondre en passant : « Ceux qui y ont de la famille », mais ça n'aurait pas été très utile. Après tout, ce qu'on peut dire de North Bay vaut autant pour Ottawa ou Régina. On n'en sort pas. Une bonne partie de ces dessus de têtes en rangées que j'aperçois sagement cordés dans mon DC-9 vers Sudbury ne sont autres que les politiques et politiques, ou ceux et celles qui voudraient le devenir.

Ce qui me frappe, c'est qu'en Ontario, je rencontre toujours les mêmes gens dans les avions. Même air de famille vaguement francophone occupé ou préoccupé ; même petite serviette en plastique à l'effigie du dernier congrès annuel de l'ACFO, l'AEFO ou autre organisme en FO. On les voit chez Nordair autant que chez Air Canada. C'est luxueux, c'est cher, c'est aux frais des membres qui finissent toujours par bouffer du contribuable canadien. Quand il s'agit de prendre Norontair pour aller à Geraldton ou Elliott Lake, il y en a qui, craignant les grands vents, se loueront une petite compacte de chez Budget : « Tu comprends, j'ai mes dossiers à suivre, et ça me permet de me déplacer sur place ». *Se déplacer sur place*, voilà bien ce que nous faisons tous, moi-même y compris, dans ce DC-9 velouté d'Air Canada, entre les grandes métropoles de la francophonie ontarienne. Nous sommes les super-francophones volants, les coureurs du ciel ontariois, échangeant nos dossiers, nos macarons et nos techniques d'animation. L'une est coordonnatrice à l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO). Elle est allée passer trois jours à Ottawa pour se ressourcer, se ranimer, si on peut dire : « À la Permanence, ils ont tellement de bonnes idées ! » L'autre travaille dans les labyrinthes initiatiques du Secrétariat d'État ; il ne distribue pas les subventions, car il n'a pas vraiment d'argent, mais il est à l'affût des groupes minoritaires, où qu'ils soient, pour leur annoncer la bonne nouvelle. Un autre, professeur d'université bilingue, se rend à une rencontre franco-ontarienne indéterminée ; une recherche inédite qui devrait nous faire prendre conscience de notre identité. Chacun a son association ; chacune un atelier de travail où il faudra formuler des recommandations ; chacun une liste de mises en nomination pour le prochain comité à créer. Et moi, dans tout ça ? Moi, je suis invité à une réunion de la revue *Liaison* à Ottawa. Je transporte avec moi les « étrangers » du Sud-Ouest. Je ne suis pas mieux que les autres. On est tous et toutes dans la même galère volante, à se déplacer sur place.

L'étonnant dans tout ça, c'est jusqu'à quel point nous en sommes venus à croire que ce branle-bas aérien était essentiel à notre survie collective. Je me demande s'il y a

un pays au monde qui entretient aussi richement un tel fonctionnariat, une telle usine à dossiers, une telle pondue de comités et d'ateliers de cuisine. Au moment où j'écris ces lignes, les délégués de l'ACFO viennent tout juste de jeter les bases d'une importante réforme administrative (juin 1984). C'est certes un pas dans la bonne direction. Si nos ancêtres, les coureurs de bois en raquettes, effectuaient un travail qui correspondait à des besoins économiques et sociaux, il n'est pas sûr que nous, les coureurs volants modernes, faisons une œuvre aussi nécessaire. Nous en sommes venus à penser que le simple fait de nous réunir permet à la collectivité d'accéder à l'existence. Mais nous oublions souvent les besoins qu'il faut combler dans le milieu.

À *Liaison*, nous nous réunissons et nous mettons en marche le magazine que vous tenez entre les mains. Mais ce n'est que le tiers du travail. La réunion terminée, le DC-9 reposant dans son hangar de Malton, il faut nous mettre à l'œuvre. Il faut dénicher et former des journalistes, des gens qui aiment et savent écrire, dans un milieu où ces choses-là sont encore trop rares. Il faut que nous sortions du petit cercle des politiciens volants et des vendeurs de macarons blancs et verts ; car, pendant qu'on se balade, notre francophonie piétine et ne vole pas bien haut.

Restons donc sur terre pendant quelques mois et faisons l'inventaire de notre petit coin de pays. Il y a de la besogne devant nous. De la grosse besogne. Après ça, les contacts renoués, nous aurons au moins des raisons de repartir, sur les ailes fédérales, vers la fumée des comités et des assemblées annuelles. ★

Cette nouvelle voix franco-torontoise. . .

par
Fernan Carrière

Cette nouvelle voix franco-torontoise dont Marie-Andrée Michaud nous esquissait les tonalités dans notre numéro de l'hiver dernier (*LIAISON*, #29, décembre 1983) s'affirme de plus en plus concrètement. Les Franco-Torontois se cherchent une cohérence, une identité. Cette recherche s'exprime sur le plan de l'imaginaire, par exemple dans *Fort-Rouillé* de Patricia Dumas, joué au Théâtre du P'tit Bonheur au printemps (lire la critique de Marie-Andrée Michaud dans nos pages). Cette nouvelle voix s'articule aussi sur un plan socio-politique : les efforts, si malhabiles soient-ils, pour regrouper les créateurs franco-torontois en témoignent (lire la nouvelle de François Bergeron dans les pages qui précèdent). Il est indéniable que ça bouge sur le plan de la créativité à Toronto.

Vu de l'extérieur, d'Ottawa dans notre cas, mais aussi d'ailleurs en province, cela ne peut que nous réjouir. Il faut reconnaître l'importance stratégique de la métropole anglophone du Canada. C'est pour cette raison que nous croyons qu'il est intéressant de noter que la communauté francophone de Toronto commence à se manifester, commence à devenir enfin visible.

Nous ne nous faisons pourtant pas d'illusions. Répétons-le. Le Toronto francophone se cherche une cohérence ; ➔

il y a en vérité plusieurs voix franco-torontoises. C'est d'ailleurs ce qui distingue la francophonie de la métropole du reste des communautés de la province, beaucoup plus homogènes et enracinées.

Normand Frenette, un Franco-Torontois d'origine, exprimait il y a presque un an son exaspération vis-à-vis ceux qui, tout fraîchement arrivés à Toronto, prétendaient définir ce que c'était que d'être franco-torontois voire même ontarien. Ce sociologue, qui travaille à l'Institut ontarien d'études pédagogiques (OISE), décrivait, à l'occasion d'un panel dans le cadre du Colloque anniversaire du Centre de recherches en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa (novembre 1983), la francophonie de Toronto comme étant constituée d'une « collectivité » et d'une « communauté » distinctes l'une de l'autre. La « collectivité » franco-torontoise est à son avis hétérogène et en réalité, multiculturelle. Celle-ci ne s'intègre pas nécessairement à la « communauté » franco-torontoise, plus homogène — relativement — et composée des éléments de la nation canadienne-française. La première est d'origine internationale. La deuxième tire sa cohérence d'un ensemble de référents communs : histoire, langue, institutions sociales (dont l'Eglise, que l'on pratique ou pas), éducation, mode de vie, . . . Cette description est sommaire ; Normand Frenette le reconnaîtra, la réalité est plus complexe. N'empêche que son analyse nous offre un cadre pour nous permettre de mieux comprendre ce phénomène d'une communauté en gestation, telle que l'activité créatrice à Toronto en témoigne dernièrement.

Cette recherche prendra certes parfois une forme « nombriliste ». Cela nous inquiète moins, puisque chaque région de l'Ontario et même toute la francophonie passe au travers de telle phases depuis quelques années. Ce qui nous inquiète plus, ailleurs en province, c'est qu'on a parfois tendance à Toronto, à prendre la partie pour le tout : la métropole n'est pas la province. Il y a plusieurs voix ontariennes, dont celles de Toronto. Nous ne pouvons que souhaiter que la francophonie torontoise ne se replie pas trop sur elle-même dans ce processus de recherche de son identité. Ce que nous souhaitons surtout, c'est que les Franco-Torontois s'intègrent le plus rapidement au reste de la province et que le reste de la province s'ouvre à l'expérience torontoise.

* * *

Prenons l'exemple du dernier Festival provincial de Théâtre-Action, qui avait précisément lieu à Toronto cette année. Ce n'est certes pas l'organisation du Festival qui était en cause. Le coordonnateur du Festival, qui est bien intégré à la francophonie torontoise, Alain Poirier était pourtant la personne toute désignée pour introduire celle-ci au théâtre franco-ontarien. C'est plutôt la francophonie torontoise qui n'a pas voulu s'initier à celui-ci.

Il faut quand même se rendre à l'évidence. Ce n'est pas qu'il n'y avait pas de bons spectacles, à tous les niveaux : communautaire, étudiant, professionnel, . . . Il a fallu une présentation québécoise pour attirer les Franco-Torontois au Festival : *Circulations*, présenté par la troupe Repères, invitée par TA. Admettons que le Collège Glendon où se tenait le Festival, n'est pas facilement accessible mais ce n'est tout de même pas en dehors de la ville. Nous doutons que ce soit cette raison qui explique l'absence des artistes-

créateurs — voire des gens de théâtre —, des fonctionnaires (surtout ceux de la Culture), des enseignants, des journalistes et autres professionnels franco-torontois au Festival. Certes, beaucoup sont venus faire un tour. . . rapide. Serait-ce plutôt qu'il y aurait mépris sur le théâtre ontarien ? On ne le connaît pas et on ne voudrait pas le connaître. Serait-il plus apprécié, tel qu'il existe en réalité (avec ses faiblesses et ses promesses), si l'autorité d'un metteur-en-scène aussi prestigieux que Steven Kent — qui y animait un atelier —, en rassurait d'aucuns : celui-ci était fasciné par le groupe culturel que nous sommes. Il me confiait, lors d'une conversation dans un moment libre, qu'il constatait des similarités entre ce qui se fait ici et ce que font les Chicanos dans le sud-ouest américain et ce que d'autres groupes américains d'avant-garde et/ou régionaux font notamment chez lui, en Californie. Nous ne sommes pas aussi exotiques que les Chicanos. Leur défi est pourtant le même que le nôtre.

Que voulez-vous, les formes de l'état d'être colonisé sont multiples. C'est peut-être cependant plus indiqué d'être un mineur colonisé à Sudbury que d'être un artiste colonisé à Toronto ou un fonctionnaire-enseignant colonisé à Ottawa ou vice-versa. Après tout, n'est-ce pas un cliché commun : seul le prolétaire peut être aliéné sur le plan social ou culturel ?

Notons, en passant, pour conclure, que je ne suis pas convaincu qu'un Festival de TA qui aurait lieu à Ottawa, aurait plus de succès auprès de nos élites locales. . . Et puisqu'il y a toujours deux côtés à la médaille, le monde du théâtre ontarien devrait aussi se questionner sur son impact dans la communauté. . .

L'exercice du journalisme, ici et ailleurs

Poursuivons dans cette veine, en bifurquant du monde de la Culture au monde des Communications, c'est-à-dire, du journalisme. Ce sont tout de même deux mondes complémentaires.

Il y a lieu ici de souligner la création de deux organismes de presse ontarienne en quelques mois. En premier lieu, la fondation du Regroupement ontarien des journalistes de langue française (le Regroupement) au mois de mai à Toronto et il y a quelques semaines, à Ottawa, en août, la fondation de l'Association de la presse-jeunesse franco-ontarienne.

Il est révélateur de constater la différence entre les appellations des deux organismes. La presse-jeunesse s'identifie clairement comme étant franco-ontarienne. Le Regroupement des professionnels — qui inclut les journalistes étudiants — hésite à s'identifier clairement. C'est significatif en soi. Beaucoup de journalistes ou de professionnels de l'information en Ontario ne veulent pas s'identifier au milieu et certains d'entre eux l'ont affirmé à la réunion exploratoire de constitution de l'organisme, tenue au mois d'août il y a un an à Sudbury, à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'Association canadienne-française de l'Ontario. Il est à noter que la majorité des professionnels de l'information qui œuvrent en français en Ontario travaillent pour la Société Radio-Canada, que la majorité d'entre eux ne sont pas d'origine ontarienne et que parmi ceux-ci, plusieurs refusent de s'identifier au milieu auquel ils s'adressent, surtout dans les postes de Toronto et d'Ottawa.

Plus encore, la majorité des professionnels présents

à la fondation du Regroupement des journalistes provenaient de la région de Toronto. Des facteurs matériels expliquent en partie cet état de fait : les journalistes des hebdomadaires, particulièrement, ne gagnent pas des salaires substantiels et plusieurs d'entre eux pouvaient craindre les réactions (négatives) de leur employeur, s'ils avaient participé à l'assemblée de fondation du Regroupement.

Cependant, la faible participation des journalistes professionnels de l'Est de la province ne s'explique pas, particulièrement ceux qui sont à l'emploi de Radio-Canada et du *Droit* à Ottawa. Leur hésitation à devenir membres de l'organisation est injustifiable. Il y a cinq ans, c'était pourtant l'inverse. Une tentative de constitution d'une organisation professionnelle de journalistes avait été snobbée par les professionnels (?) de Toronto. Dans l'Est, les journalistes des hebdomadaires avaient répondu avec enthousiasme tandis que ceux du *Droit* et de Radio-Canada avaient manifesté un intérêt, quoique mitigé. Le poste de Radio-Canada à Sudbury, CBON n'existait pas : le recrutement dans le Nord-Est était donc limité. La démarche échoua.

La situation a beaucoup évolué depuis cette époque. Il est tout de même malheureux que plusieurs journalistes se comportent chez-nous comme s'ils étaient en affectation à l'étranger. Il y en a toujours, un nombre heureusement beaucoup plus restreint, qui méprisent carrément leur public auditeur ou lecteur.

* * *

La vitalité d'une presse communautaire, ou son déclin, témoigne de la relative santé de la communauté au sein de laquelle elle joue son rôle. En esquissant les grandes lignes de l'évolution de la presse écrite franco-américaine, Robert Perreault révèle le portrait de l'évolution même des Franco-Américains dans un texte d'une présentation qui sert d'introduction au Colloque tenu, il y a plus d'un an, à Worcester au Massachusetts, sur le journalisme d'expression française aux Etats-Unis.

C'est avec un grand intérêt que nous avons lu quelques-uns des textes des présentations qui ont été faites à ce Colloque, dont les Actes ont récemment été publiés dans un numéro hors-série de la revue trimestrielle *Vie française*, publiée par le Conseil de la vie française en Amérique.

Outre le texte de Robert Perreault, soulignons celui de Georges Joyaux, qui porte sur la presse de langue française au Michigan, qui devrait particulièrement intéresser nos lecteurs des régions de la péninsule d'Essex et de Sault-Ste-Marie en Ontario. D'autre part, nos lecteurs acadiens seraient peut-être portés à lire la présentation de Béatrice Craig sur le journal frontalier *Le Madawaska* et ses lecteurs américains pendant la Grande Dépression. Pour notre part, nous avons lu attentivement l'analyse que Madeleine Giguère a faite des données démographiques récentes sur les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, pour déterminer quel est le potentiel du marché des lecteurs franco-américains de cette région.

Ces présentations sont intéressantes, à titre informatif, historique ou documentaire. Le texte de la présentation d'Armand Chartier, de l'Université du Rhode Island, a retenu notre attention. Cette présentation portait sur cette figure impressionnante de la presse franco-américaine qu'a été Wilfrid Beaulieu. Celui-ci a fondé et dirigé *Le Travailleur* pendant presque un demi-siècle, de 1931 à 1979.

Wilfrid Beaulieu était profondément catholique et nationaliste français; il était de l'école idéologique des Léon Bloy, Chanoine Groulx et Séraphin Marion. . . Indépendantiste bien avant l'heure — depuis les années 30 —, il a été pourtant présent à toute l'Amérique du Nord française; il a su s'attirer des collaborations de toutes les régions du continent.

Armand Chartier nous démontre dans son texte que *Le Travailleur* est déjà d'un très grand intérêt historique; ce journal d'opinion, qui s'adressait plus à une élite qu'au peuple en général, constituerait une chronique de l'évolution de notre société. Notons entre autre, que ce journal a été le lieu d'un débat qui est toujours d'actualité : au cours des années 50, on s'est interrogé dans les pages du *Travailleur*, sur le rôle de la langue comme élément essentiel d'identification à un peuple — doit-on divorcer langue et ethnie? Aujourd'hui, ce sujet est presque tabou en Ontario. Rappelons qu'Armand Chartier lui-même avait incidemment soulevé une question semblable au Colloque de Cornwall (sur les « autres » littératures d'expression française en Amérique du Nord — cf : *LIAISON* #31, juin 1984) : doit-on considérer comme étant Franco-Américains, des auteurs d'origine francophone qui écrivent en anglais — comme Jack Kerouac? Ou Richard Hébert, l'auteur du roman « *The Questing Beast* », que Daniel Marchildon a critiqué dans ce numéro?

ALGONQUIN

PLACES DISPONIBLES DANS LES PROGRAMMES À TEMPS PLEIN SUIVANTS

TECHNOLOGIE ET MÉTIERS

Biochimie
Fabrication d'outils
Soudage et assemblage
Électronique — 2 ans
Génie électronique — 3 ans
Techniques d'imprimerie
Systèmes informatiques
Génie mécanique
Levé et cartographie

COMMERCE

Administration des affaires
Commerce — 2 ans
Perfectionnement commercial

ARTS APPLIQUÉS

Bibliotechnique
Études en loisirs
Horticulture et paysagisme
Journalisme
Protection et sécurité
Techniques de soutien à la traduction
Techniques de services correctionnels

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS

COMMUNIQUEZ AVEC LE BUREAU DES ADMISSIONS

1385 avenue Woodroffe
Nepean, Ontario
K2G 1V8

Téléphone: 725-7432